

Beauvallon, le 27 décembre 2019,

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69003 LYON cedex 03

Nos réf. : YG/VF/Urbanisme
LRAR n° 1A 177 724 7326 0
Let 2019-386

Objet : Demande de désignation de commissaire enquêteur

Pièce(s) jointe(s) : Résumé non technique de l'étude d'impact, arrêté N° 19d-v98 et arrêté n° A-2019-286-REG

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer qu'il est envisagé de procéder à une mise à l'enquête publique unique du dossier d'étude d'impact intégrant deux opérations d'aménagement correspondant aux demandes de permis d'aménager des extensions Sud et Nord de la zone d'activités économiques des Platières, respectivement sur les communes de Beauvallon (PA 0691791900003) et de Saint Laurent d'Agnay (PA 0692191900002), portées par la société Valoripolis.

Au titre de l'article L. 123-6 du Code de l'environnement :

« Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L. 123-2, il peut être procédé à une enquête unique régie par la présente section des lors que les autorités compétentes pour prendre la décision désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête. A défaut de cet accord, et sur la demande du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, le représentant de l'Etat, des lors qu'il est compétent pour prendre l'une des décisions d'autorisation ou d'approbation envisagées, peut ouvrir et organiser l'enquête unique. Dans les mêmes conditions, il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les enquêtes de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public. »

En l'occurrence, il s'agit bien d'opérations d'aménagement distinctes mais l'évaluation environnementale a, dans un souci d'appréhension globale des incidences sur l'environnement et pour une meilleure information du public, intégré les deux dossiers de permis d'aménager.

Les permis d'aménager ont été déposés le 6 septembre 2019 pour l'extension Sud à Beauvallon et le 18 novembre 2019 pour l'extension Nord à Saint-Laurent d'Agnay. Ils sont actuellement en cours d'instruction. L'extension Sud porte sur une surface d'environ 11,5 hectares (évaluation systématique) et l'extension Nord sur une surface d'environ 5,7 hectares (évaluation au cas par cas).

Au vu de la proximité des sites et même si les projets sont indépendants, l'Autorité Environnementale a suggéré la réalisation d'une étude d'impact unique pour ces deux projets. Conformément aux articles L. 123-2-1° et R. 123-1 du Code de l'environnement, les deux permis d'aménager feront donc l'objet d'une enquête publique unique.

Ainsi, dans le but d'améliorer l'information et la participation du public, conformément à l'article L123-6 du Code de l'Environnement, les maires des communes de Beauvallon et de Saint Laurent d'Agnay ont ainsi pris la décision commune, par arrêtes n° 19d-v98 et n° A-2019-286-REG ci-joints, de réaliser une enquête unique organisée par la commune de Beauvallon.

Par conséquent, en application de l'article R. 123-5 du Code de l'Environnement, je sollicite de votre part, la désignation d'un commissaire enquêteur pour cette enquête publique, qui pourrait se dérouler du 4 février 2020 au 4 mars 2020.

Je vous transmets ci-joints le résumé non technique de l'étude d'impact ainsi que les arrêtés des communes de Beauvallon et de Saint-Laurent-d'Agny de désignation commune de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête publique unique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma considération distinguée.

Le maire,
Yves GUGNE.



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

ARRÊTÉ N°
A-2019-286-REG

ARRÊTÉ PORTANT DÉSIGNATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR
OUVRIR ET ORGANISER L'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE PORTANT SUR LES PERMIS
D'AMÉNAGER PA 0691791900003 et PA 0692191900002

Le Maire,

ANNEXE :
- Sans objet

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 421-1 à L. 425-2, R. 420-1 à R. 427-6 et
L. 441-1 à L. 445-1 et R. 441-1 – R.444-8-3 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.123-3 et L. 123-6 ;

Considérant que les deux demandes de permis d'aménager PA 0691791900003 et PA 0692191900002, relevant respectivement des territoires des communes de Beauvallon et de Saint-Laurent-d'Agnay, ont fait l'objet d'une évaluation environnementale unique avec un avis commun de MRAE, à la demande de cette dernière, dans l'objectif d'appréhender le plus globalement possible l'incidence sur l'environnement de ces deux projets distincts et autonomes mais géographiquement peu éloignés ;

Considérant qu'une enquête publique unique sur ces deux projets se justifie donc pour une parfaite information et une meilleure participation du public ;

Considérant que les autorités compétentes pour prendre les arrêtés relatifs aux permis d'aménager peuvent désigner, d'un commun accord, l'autorité qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser ladite enquête publique ;

Considérant l'accord du maire de la commune de Saint-Laurent-d'Agnay de s'associer au maire de la commune de Beauvallon pour la désignation commune de l'autorité qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser ladite enquête publique ;

ARRÊTE

Article premier

Les maires des communes de Beauvallon et de Saint-laurent-d'Agnay s'accordent pour désigner Monsieur Yves GOUGNE, maire de Beauvallon, comme autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête publique unique relative aux demandes de permis d'aménager n° PA 0691791900003 et PA 0692191900002.

Article 2

Messieurs les maires des communes de Beauvallon et de Saint-laurent-d'Agnay sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un affichage au sein des communes.

Amplification faite à :
- M. le Préfet du Rhône

Le maire,
Yves GOUGNE.



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRETE DE POLICE PORTANT DÉSIGNATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE POUR
OUVRIR ET ORGANISER L'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE PORTANT SUR LES PERMIS D'AMÉNAGER
PA 0691791900003 et PA 0692191900002

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 421-1 à L. 425-2, R. 420-1 à R. 427-6 et L. 441-1 à L. 445-1 et R. 441-1 – R.444-8-3 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.123-3 et L. 123-6 ;

Considérant que les deux demandes de permis d'aménager PA 0691791900003 et PA 0692191900002, relevant respectivement des territoires des communes de Beauvallon et de Saint-Laurent-d'Agnny, ont fait l'objet d'une évaluation environnementale unique avec un avis commun de MRAE, à la demande de cette dernière, dans l'objectif d'appréhender le plus globalement possible l'incidence sur l'environnement de ces deux projets distincts et autonomes mais géographiquement peu éloignés ;

Considérant qu'une enquête publique unique sur ces deux projets se justifie donc pour une parfaite information et une meilleure participation du public ;

Considérant que les autorités compétentes pour prendre les arrêtés relatifs aux permis d'aménager peuvent désigner, d'un commun accord, l'autorité qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser ladite enquête publique ;

Considérant l'accord du maire de la commune de Saint-Laurent-d'Agnny de s'associer au maire de la commune de Beauvallon pour la désignation commune de l'autorité qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser ladite enquête publique ;

ARRÊTE

Article premier

Les maires des communes de Beauvallon et de Saint-Laurent-d'Agnny s'accordent pour désigner Monsieur Yves GOUGNE, maire de Beauvallon, comme autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête publique unique relative aux demandes de permis d'aménager n° PA 0691791900003 et PA 0692191900002.

Article 2

Messieurs les maires des communes de Beauvallon et de Saint-Laurent-d'Agnny sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un affichage au sein des mairies des deux communes.

A Saint-Laurent-d'Agnny, le 27 Décembre 2019

Amplification faite à :
- M. le Préfet du Rhône

Le maire,
Fabien BREUZIN.



